

Baromètre de la confiance politique - vague 9



Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF est la référence pour mesurer la valeur cardinale de la démocratie : la confiance. Depuis 2009, il dévoile les niveaux de confiance accordée aux acteurs politiques, sociaux et économiques par les Français. Il révèle les degrés de confiance personnelle et interpersonnelle. Il divulgue enfin les perceptions de l'avenir articulées entre optimisme personnel et pessimisme collectif.

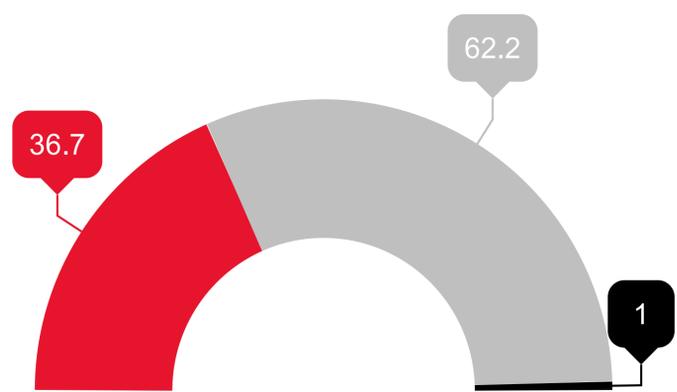
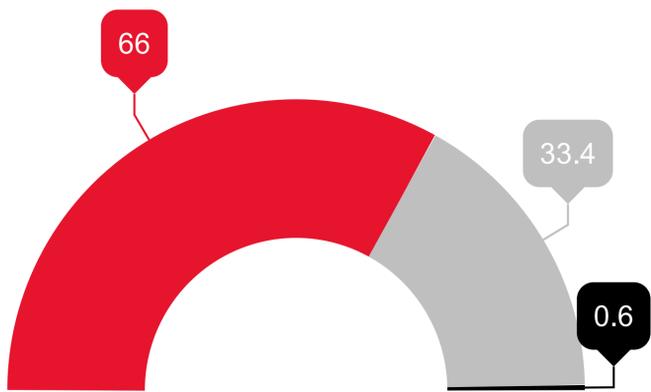
Le nouveau clivage politique : pouvoir vertical et pouvoir horizontal

Luc Rouban

L'enjeu : Comment expliquer la chute brutale de confiance dans les institutions politiques et dans une grande partie du personnel politique alors que l'on célèbre les vertus du renouveau porté par La République en Marche et l'élection d'Emmanuel Macron en 2017 ?

50% des enquêtés préfèrent un modèle vertical de pouvoir, et 47%, un modèle horizontal.

66% des enquêtés ayant fortement confiance en Emmanuel Macron préfèrent un pouvoir vertical.

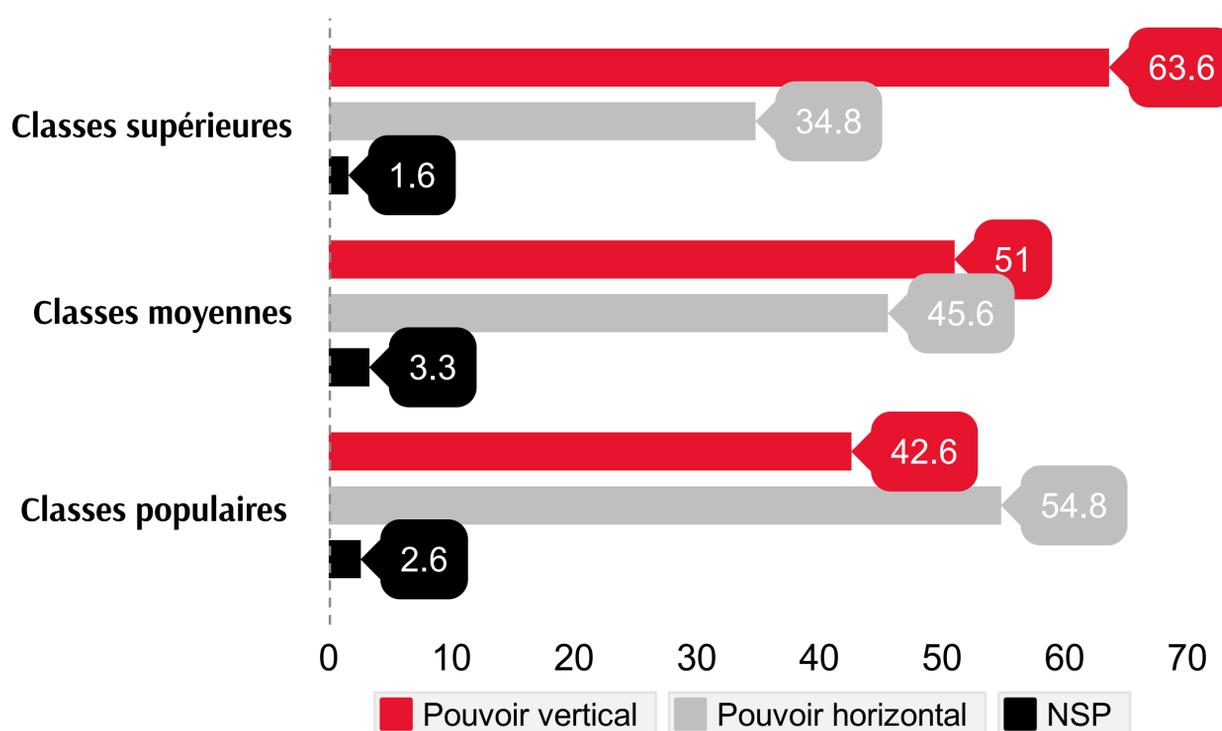


■ Pouvoir vertical (66%) ■ Pouvoir horizontal (33.40%) ■ NSP (0.60%)

■ Pouvoir vertical (36.74%) ■ Pouvoir horizontal (62.26%) ■ NSP (1%)

Le choix du type de pouvoir chez ceux qui ont fortement confiance en Emmanuel Macron (%)

Le choix du type de pouvoir chez ceux qui ont fortement confiance en Marine Le Pen (%)



Le modèle de pouvoir selon le groupe socioprofessionnel (%)



La question de la confiance dans le personnel politique ne peut être dissociée des représentations du pouvoir idéal. Les citoyens placent leur confiance dans les élus autant pour ce qu'ils sont et ce qu'ils font que pour ce qu'ils représentent. En ce sens, la chute brutale de confiance dans la plupart des institutions politiques en janvier 2018 montre que les élections de 2017 n'ont pas réglé la question du fonctionnement des institutions de la V^e République. Le macronisme est lui-même l'expression de cette ambivalence démocratique française qui oppose un désir de participation et d'horizontalité à une demande également forte d'autorité et de verticalité. La V^e République est ainsi arrivée à un tournant où s'expriment des demandes contradictoires qui jouent sur la confiance dans les institutions.

Un nouveau clivage politique a émergé qui oppose la recherche d'un pouvoir exécutif fort, prenant des décisions efficaces et rapides sans s'encombrer des tergiversations partisans, et la recherche d'une implication réelle des citoyens dans les décisions qui les concernent sans laisser les élus décider de tout à leur place. Sans remettre en cause le clivage gauche-droite, cette fracture entre conceptions démocratiques ne se résume pas à l'opposition entre les partisans de la société ouverte et ceux de la société fermée, ni à l'opposition entre oligarchie et démocratie.

I/ Les deux conceptions du pouvoir

La vague 9 du Baromètre de la confiance politique comprend deux questions demandant aux enquêtés de dire ce qui en premier lieu, puis en second, vient définir un bon responsable politique. Est-ce quelqu'un qui sait s'entourer d'experts compétents pour le conseiller, prendre l'avis du plus grand nombre de citoyens avant de décider, prendre ses décisions sans tenir compte des critiques ou passer des compromis pour éviter les critiques ? Les qualités arrivant en premier lieu se répartissent à peu près en deux parts égales entre ceux qui privilégient le pouvoir vertical (savoir s'entourer d'experts, prendre ses décisions sans tenir compte des critiques) et ceux qui préfèrent le pouvoir horizontal (prendre l'avis du plus grand nombre de citoyens avant de décider, passer des compromis afin d'éviter des conflits).

Le croisement des réponses arrivant en premier puis en second rang permet ensuite d'affiner cette première image en tenant compte de l'ordre d'arrivée de chaque réponse. Ce n'est pas en effet la même chose de choisir en premier le fait de prendre ses décisions sans tenir compte des critiques puis de choisir en second le fait de prendre l'avis du plus grand nombre et de choisir la séquence inverse, bien plus participative, consistant à prendre l'avis du plus grand nombre puis de prendre une décision qui s'impose ensuite sans tenir compte des critiques. On obtient alors un tableau assez clairement dichotomisé puisque 50% des enquêtés préfèrent le pouvoir vertical, 47,3% le pouvoir horizontal et 2,8% ne savent pas. Il existe donc bien deux façons très différenciées d'envisager l'exercice du pouvoir et le fonctionnement des institutions.

Tableau 1 : Ce que les citoyens attendent en premier d'un bon responsable politique

	N	%
S'entourer d'experts compétents qui le conseillent	763	36,6
Prendre l'avis du plus grand nombre de citoyens avant de décider	834	40
Prendre ses décisions sans tenir compte des critiques	236	11,3
Passer des compromis pour éviter les conflits	179	8,6
NSP	72	3,5
Total	2084	100

Source : Luc Rouban, Baromètre de la confiance politique, vague 9, CEVIPOF, 2018.

II/ La conception du pouvoir influe sur le niveau de confiance politique

Les analyses montrent que la fracture entre les deux conceptions du pouvoir engendre des effets statistiques importants sur le niveau de confiance politique. Il en va ainsi des institutions. Si l'on crée un indice de confiance dans 7 institutions citées par l'enquête (conseil municipal, conseil départemental, conseil régional, Assemblée nationale, gouvernement, Présidence de la République, Union européenne), allant donc de 0 à 7 en fonction du nombre d'occurrences où l'enquêté répond qu'il a plutôt ou très confiance, on voit que les partisans du pouvoir vertical sont les plus confiants puisque leur moyenne est de 3,27 contre 2,37 pour les partisans du pouvoir horizontal et 1,31 pour ceux qui ne savent pas (la moyenne de l'indice étant de 2,79). L'étude des réponses faites aux questions portant sur le personnel politique confirme cette première analyse et montre que les variations de confiance touchent bien plus le personnel politique national que les élus locaux.

Cette division purement politique n'a pas d'effet sur un indice de confiance interpersonnelle reposant sur les réponses à quatre questions portant sur la confiance que les enquêtés portent à leurs voisins, aux personnes qu'ils connaissent, aux personnes qu'ils rencontrent pour la première fois et aux personnes d'une autre religion. La moyenne de l'indice est alors de 2,63 mais ne varie guère entre ceux qui privilégient le pouvoir vertical (2,69), le pouvoir horizontal (2,61) ou qui ne savent pas (1,97). On est donc bien dans un choix politique plutôt que dans une prédisposition psychologique.



Tableau 2 : La proportion d'enquêtés ayant confiance dans le personnel politique (%)

	Votre maire	Votre conseiller départemental	Vos conseillers régionaux	Votre député
Moyenne	58	42,2	41,4	37,6
Pouvoir vertical	61,4	44,4	46	43,2
Pouvoir horizontal	55,6	41	37,6	33
NSP	36,2	20,7	20,7	17,3

	Vos députés européens	Le Premier ministre actuel	Le Président actuel
Moyenne	28,2	40	50,8
Pouvoir vertical	33,2	51,7	28,2
Pouvoir horizontal	23,8	29	17,2
NSP	12	13,8	39,2

Source : Luc Rouban, Baromètre de la confiance politique, vague 9, CEVIPOF, 2018.

Lecture : 61 % des enquêtés défendant l'idée d'un pouvoir vertical font confiance à leur maire et 44,4% à leur conseiller départemental.

La question se pose de savoir si la confiance politique dépend du modèle de pouvoir que l'on retient ou si ce n'est pas l'inverse, à savoir que le manque de confiance conduit à privilégier un modèle de pouvoir horizontal. Il est difficile de trancher. Si l'on prend l'indice de confiance dans les institutions politiques et qu'on le dichotomise, on voit qu'un niveau faible de confiance dans les institutions n'est pas un bon prédicteur du modèle de pouvoir puisque 41% des enquêtés ayant peu confiance dans les institutions préfèrent le modèle vertical et 54,5% le modèle horizontal, 4,3% ne sachant pas quoi choisir. La valeur prédictive du modèle de pouvoir est légèrement supérieure puisque ceux qui choisissent le modèle vertical ont fortement confiance dans les institutions à hauteur de 57,5% contre 40,7% de ceux qui choisissent le modèle horizontal. Il demeure que la confiance politique s'inscrit dans des représentations contrastées de la décision et de l'action politiques.

Cette fracture politique se retrouve directement dans le niveau de confiance accordé à certaines personnalités politiques en fonction des thèses qu'elles défendent et des mouvements qu'elles incarnent. Les enquêtés ayant confiance en Jean-Luc Mélenchon ou en Marine Le Pen sont favorables aux deux tiers à un pouvoir horizontal. La situation est inverse en ce qui concerne les enquêtés ayant confiance en Emmanuel Macron qui privilégient aux deux tiers un pouvoir vertical, ce qui semble laisser supposer que La République en Marche est bien plus représentative d'une demande d'autorité que d'une demande participative, du moins de la part de l'électorat. Il en va de même pour ceux qui ont confiance en Laurent Wauquiez. L'assise de Benoît Hamon semble en revanche bien plus fragile car les deux modèles se retrouvent à parts égales dans son électorat potentiel.

Tableau 3 : Le choix du type de pouvoir selon la confiance portée à certains élus (%)

Forte confiance en :	Pouvoir vertical	Pouvoir horizontal	NSP
J.-L. Mélenchon	33,8	65	1
B. Hamon	49,4	49	1,6
E. Macron	66	33,4	0,6
L. Wauquiez	62,7	35,8	1,4
M. Le Pen	36,7	62,2	1

Source : Luc Rouban, Baromètre de la confiance politique, vague 9, CEVIPOF, 2018.

Cette répartition politique se retrouve dans le choix que font les enquêtés en fonction de leur auto-positionnement politique. Ceux qui se situent « très à gauche » choisissent le pouvoir vertical à hauteur de 30% contre 51% de ceux qui se situent seulement « à gauche », 65% de ceux qui se placent au centre, 62% de ceux qui se positionnent « à droite », 41% de ceux qui se considèrent « très à droite » mais encore 59% de ceux (4% seulement de tous les enquêtés) qui disent être « ni à gauche ni à droite » et 40% du bon tiers des enquêtés qui ne savent pas comment se situer politiquement.

Le pouvoir vertical attire donc davantage les citoyens se situant à droite, au centre, comme ceux qui soutiennent le macronisme, alors que le pouvoir horizontal reste un marqueur soit de la gauche radicale de La France insoumise soit de la droite radicale du Front national mais aussi d'un vaste marais politique de personnes ne sachant pas quoi répondre. On ne peut traduire cette situation par une opposition bien claire entre les « élitistes » et les « populistes » car la proportion de ceux qui choisissent le pouvoir horizontal au sein de la gauche radicale (67%) est plus élevée que celle que l'on trouve au sein de la droite radicale (59%). Il existe un populisme de gauche et un populisme de droite qui ne sont pas symétriques. C'est ici que l'on perçoit la permanence du clivage gauche-droite qui se retrouve également dans les valeurs.



Si le macronisme s'inscrit politiquement bien plus dans une vision verticale du pouvoir que dans la vision horizontale et participative qui était celle de La République en Marche à ses débuts, il s'inscrit également dans un système de valeurs économiques libérales. On peut ainsi créer un indice de libéralisme économique reposant sur les réponses à trois questions portant sur la réduction du nombre de fonctionnaires, le fait de faire confiance aux entreprises pour lutter contre la crise et le fait de prendre aux riches pour donner aux pauvres afin d'assurer la justice sociale.

Cet indice, qui va de 0 à 3, a une moyenne de 1,46 mais passe de 1,25 pour ceux qui préfèrent le modèle horizontal de pouvoir à 1,69 pour ceux qui privilégient le modèle vertical. Cet indice caractérise également la confiance portée à certaines personnalités. Il passe ainsi de 1,87 pour ceux qui ont fortement confiance en Emmanuel Macron à 0,9 pour ceux qui ont confiance en Jean-Luc Mélenchon puis à 0,83 pour ceux qui ont confiance en Benoît Hamon pour remonter à 1,41 parmi ceux qui ont confiance en Marine Le Pen puis à 2,14 pour ceux qui ont confiance en Laurent Wauquiez.

Le modèle vertical de pouvoir s'associe donc à un modèle libéral sur le terrain économique. En revanche, la création d'un indice de libéralisme culturel ne montre pas les mêmes corrélations. Cet indice repose sur les réponses à trois questions portant sur le rétablissement de la peine de mort, sur le fait qu'il y aurait ou non trop d'immigrés et sur l'acceptabilité du mariage homosexuel. Cet indice allant également de 0 à 3 a une moyenne de 1,57 mais qui ne varie pas selon le modèle de pouvoir puisqu'elle passe seulement de 1,63 pour le modèle vertical à 1,54 pour le modèle horizontal. Le modèle vertical ne constitue donc pas un modèle autoritaire qui reposerait sur un faible libéralisme culturel. C'est un modèle managérial d'experts et de décideurs, un modèle élitiste.

On est donc renvoyé à la sociologie des modèles de pouvoir. Il apparaît clairement que le modèle vertical de pouvoir est préféré par les classes supérieures alors que les classes moyennes sont divisées et que les classes populaires préfèrent le modèle horizontal. La distribution en grandes catégories socioprofessionnelles est confirmée par la distribution des diplômes puisque 59% des enquêtés ayant au moins le niveau de la licence préfèrent le modèle vertical et 38% le modèle horizontal alors que 39% des enquêtés ayant un niveau CAP-BEP préfèrent le modèle vertical et 60% le modèle horizontal.

Tableau 4 : Le modèle de pouvoir selon le groupe socioprofessionnel (%)

	Pouvoir vertical	Pouvoir horizontal	NSP
Classes supérieures	63,6	34,8	1,6
Classes moyennes	51	45,6	3,3
Classes populaires	42,6	54,8	2,6

Source : Luc Rouban, Baromètre de la confiance politique, vague 9, CEVIPOF, 2018.

Conclusion : Un potentiel protestataire entier

L'analyse des deux grandes représentations du pouvoir politique en France permet d'expliquer la chute brutale de confiance dans le personnel et les institutions politiques enregistrée entre la vague 8 de décembre 2016 et la vague 9 de décembre 2017. Les élections de 2017 ont vu émerger une contestation de fond du système institutionnel de la Ve République associant, bien que dans des perspectives très différentes, des électeurs de l'extrême-gauche, de la France insoumise, du Front national mais aussi de Nicolas Dupont-Aignan ou de certains candidats comme François Asselineau ou Jean Lassalle. Cette contestation n'a pas trouvé de réponse à l'issue d'un scrutin présidentiel largement défini par les circonstances et le choix par défaut d'Emmanuel Macron. Le potentiel contestataire généré par le modèle élitiste et vertical reste entier et peut éclairer la hausse de la défiance politique dans un univers où l'optimisme économique semble revenu. La question du modèle institutionnel reste donc entièrement posée et met en cause désormais autant le personnel politique national que le personnel politique local. Il n'est pas certain que des modifications périphériques de la Constitution ou une modernisation du fonctionnement de l'Assemblée nationale puissent offrir une réponse suffisante pour renouer le lien de confiance entre les citoyens et leurs élus.

L'auteur

Luc Rouban

Luc.rouban@sciencespo.fr

Les données et les résultats



www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/



@CEVIPOF



fb.com/ComCevipof/

Edition

Madani Cheurfa

Odile Gaultier-Voituriez